

La Turquie ressuscite la question arménienne

3



STANISLAV TARASOV , 4 février 2018 , 12:58 - REGNUM

Le chef du Parti républicain du peuple, la principale force d'opposition turque, **Kemal Kılıçdaroğlu** a fustigé le président turc **Recep Tayyip Erdogan**. La raison en était les déclarations d'Erdogan concernant le Traité de Lausanne signé en 1923. Rappelons que le président a exigé presque de changer les modalités de ce traité, bien que ce soit cet acte qui a déterminé les frontières modernes de la Turquie.

« Ils (les adversaires de la Turquie dans la Première Guerre mondiale - **ST**) nous ont forcés à la signature du Traité de Sèvres en 1920 et nous ont convaincu de signer le Traité de Lausanne en 1923, - a déclaré M. Erdogan.- Quelqu'un a essayé de nous tromper en présentant ce traité comme une victoire. Mais tout le monde le comprend. Beaucoup de problèmes ont surgi à cause de ceux qui étaient assis à la table à Lausanne et sachant qu'ils ne pouvaient pas protéger nos droits. Nous sommes les descendants de cette nation dont les territoires ont atteint 22 millions de kilomètres. Avant la fondation de la République turque, nous avions 3 millions de kilomètres, et aujourd'hui nous n'avons que 780 000 kilomètres. Selon le Traité de Lausanne, nos 3 millions de kilomètres sont devenus 780 000. Ils ont sorti la terre de notre nez et en sont fiers. Après tout cela, ils déclarent que nous

sommes sortis victorieux de ce traité. Comment le transfert de terres peut-il être considéré comme un succès? ".

Kilicdaroglu, au contraire, estime que "Lausanne est le résultat de notre lutte sanglante". Il a adressé à Erdogan une question rhétorique: «Le traité de Sèvres vous manque-t-il? Le traité de Sèvres a été signé le 10 août 1920 avec la Turquie par les pays de l'Entente et les États qui les ont rejoints. Il officialisa la division de l'Empire ottoman, qui perdit $\frac{3}{4}$ du territoire. La Thrace orientale avec Andrinople, toute la péninsule de Gallipoli, la côte européenne des Dardanelles et Izmir passèrent en Grèce. Le gouvernement turc a été privé du contrôle sur les territoires de la Syrie, du Liban, de la Mésopotamie, de la Palestine (la gestion des mandats a été établie sur ces régions). La Turquie a été privée de ses possessions dans la péninsule arabique. L'indépendance de l'Arménie et de ses frontières ont été reconnues (qui auraient dû être établies selon l'arbitrage du président américain Wilson) par la Turquie.

2



Déportation des Arméniens. Avril 1915

Il y avait dans le traité de Sèvres d'autres conditions concernant d'autres territoires, le système financier et politique, la protection des minorités ethniques de la Turquie. Notons une note spéciale: le 22 novembre 1920, Wilson a présenté une proposition d'arbitrage aux Alliés, selon laquelle la Turquie doit transférer à l'Arménie (**Occidentale WAN**) un territoire de 103.599 kilomètres carrés : les deux tiers des Vilayets de Van et Bitlis, presque tout le vilayet d'Erzurum, la plus grande partie du vilayet de Trébizonde, y compris le port. Mais, comme on le sait, le « gouvernement de **Kemal Ataturk** » à Ankara aurait catégoriquement rejeté les dispositions du traité de Sèvres, et le sultan **Mehmet VI** n'aurait pas osé le ratifier (les sources ne sont pas vérifiables). Le Traité de Lausanne de 1923 a été ratifié par tous ses

signataires, à l'exception des Etats-Unis. Quel est donc le sens de la polémique entre Erdogan et Kilicdaroglu? Et pourquoi, lorsqu'ils parlent du traité de Lausanne, ils le lient à Sèvres?

Kilicdaroglu a raison de dire que le Traité de Lausanne n'a pas officiellement dénoncé le Traité de Sèvres. Il a également raison de dire que «Lausanne est le résultat de notre lutte sanglante».

Le fait est que la conférence de Lausanne a discuté de la question arménienne, bien que la délégation de la République d'Arménie (**République d'Erevan WAN**) (**A. Aharonyan, A. Khatisyan**) n'ait pas été autorisée à participer officiellement à la Conférence de Lausanne, car à cette époque le pouvoir soviétique était établi en Arménie. **Néanmoins, un mémorandum a été présenté au sommet avec trois options pour une solution possible de la question arménienne: la création d'un "foyer national arménien" dans une partie du territoire de Wilson en Arménie (Occidentale WAN);** l'expansion de l'Arménie soviétique en annexant une partie de l'Arménie Occidentale avec accès à la mer Noire; la création d'un "foyer national arménien" en Cilicie.

La délégation turque, dirigée par **Ismet Pacha**, a eu beaucoup de mal à se défendre contre ces projets. Dans le Traité de paix de Lausanne, les Arméniens et l'Arménie n'étaient pas mentionnés du tout. Pour les Turcs, c'était une victoire.

Dans le même temps, Erdogan ne le critique pas complètement, déclarant « qu'ils essayent de nous tromper, en présentant ce traité comme une victoire ». La correspondance conservée par les représentants diplomatiques des bolcheviks de Moscou à Ankara au début des années 1920 témoigne qu'à la veille de la conférence de Lausanne, **Mustafa Kemal** a commencé à dériver vers l'Ouest.

Sans entrer dans les détails maintenant, nous notons ce qui suit. Moscou espère qu'après la signature du traité de Kars de 1921, établissant la démarcation de la frontière entre la Turquie et les républiques soviétiques du Caucase, les Turcs insisteront sur la participation de la délégation soviétique à la Conférence de Lausanne.

Cependant, tel que rapporté par le Commissaire du peuple des Affaires étrangères de Lausanne, **George Chicherin** « Les kémalistes dans leur politique à deux visages spéculent sur notre isolement, ils mènent des négociations séparées avec la Grande-Bretagne et la France ». Le même rapport note que «l'absence d'un front diplomatique unifié russo-turc à Lausanne a permis à Moscou de participer uniquement aux travaux de la« Commission des détroits ».

Et c'est alors que les bolcheviks ont préconisé la préservation de la Turquie presque à l'intérieur des frontières de l'Empire ottoman, ils ont même pensé que la délégation turque allait perturber le travail de la Conférence de Lausanne. L'histoire n'aime pas l'humeur du subjonctif, mais il est clair que si la délégation turque quittait Lausanne, les événements en Turquie et au Moyen-Orient auraient évolué dans un scénario différent. Cependant, **Ismet-pasha** avait d'autres instructions. D'après les documents publiés par le Foreign Office britannique, il devient évident que la Turquie était prête à «rompre avec les Soviets» si l'Angleterre acceptait de lui transférer le vilayet de Mossoul. Par conséquent, quand Erdogan

dit que beaucoup de «problèmes ont surgi à cause de ceux qui étaient assis à la table à Lausanne et ne pouvaient pas protéger nos droits», il n'est pas très loin de la vérité.

L'attrait des politiciens pour les sujets historiques, particulièrement tragiques, est répandu et typique non seulement pour les Turcs. Mais Erdogan, avec ses déclarations historiques, prépare des décisions importantes en Turquie, il essaye de trouver en eux des motifs d'explication, en faisant appel à une nouvelle conscience historique montante des citoyens du pays, formée dans l'esprit du néo-ottomanisme.

Dans différentes situations, ce thème ne ressort pas des pages d'œuvres d'auteurs et de politiciens turcs contemporains. On ne sait pas ce que prépare Erdogan, en attaquant l'héritage historique d'Atatürk: une offensive dans l'esprit du néo-ottomanisme ou une retraite, comme cela est recommandée par l'Union européenne?

C'est pourquoi sa discussion franche avec Kılıçdaroglu dans le contexte d'une situation fortement aggravée au Moyen-Orient acquiert un caractère significatif et multiforme.

Stanislav Tarasov

Подробности: <https://regnum.ru/news/polit/2376123.html>

Любое использование материалов допускается только при наличии гиперссылки на [ИА REGNUM](#).